

INTERVENTION DE SOLIDARITE MIGRANTS et du
COLLECTIF DEPARTEMENTAL D'AIDE AUX MIGRANT.ES
CARNAVAL DES POSSIBLES
DIMANCHE 28 SEPTEMBRE 2025

En 2022 Darmanin s'adressant aux Préfets avait écrit qu'il « *fallait leur rendre la vie impossible* ». Il parlait des migrant.es.

En 2025, Retailleau a estimé qu'il était nécessaire de modifier la Constitution pour durcir encore plus les politiques migratoires. C'est exactement ce que veut faire le RN. Retailleau veut également rendre l'AME (Aide Médicale d'Etat) difficile à obtenir. Histoire de supprimer le soit disant tourisme médical.

Encore en 2025, feu le premier ministre Bayrou a eu l'idée, lui aussi, de modifier l'AME en supprimant la balnéothérapie. C'est sûr, les migrant.es quittent leurs pays pour aller se baigner dans des sources d'eau chaude.

A Beauvais, de nombreux demandeurs et demandeuses d'asile n'ont pas pu être accueillis dans des CADA (Centres d'Accueil pour des Demandeurs d'Asile) soit disant fautes de places. Ainsi lors d'un rendez-vous, le secrétaire Général de la Préfecture nous a expliqué que ce manque de places était dû aux migrant.es qui avaient été débouté.es de leur droit d'asile mais qui résistaient pour rester en CADA. A partir du mois de novembre 2024, ces hommes et ces femmes attendant un titre de mise à l'abri, ont vécu dans un endroit dangereux. Une friche industrielle abandonnée depuis plus de 10 ans, sans eau ni électricité, sans chauffage mais avec des trous parfois profonds de plus de 2 mètres, des risques d'effondrement de plafonds et des rats qui frôlaient ces hommes et ces femmes.

En septembre les journaux et la télévision sont venus constater, à quel point, cet endroit était inhumain. Les représentants des cultes ont également vécu cette horreur et envoyé un courrier au Préfet. Le propriétaire de cette friche, peut être incité par le Préfet, a porté plainte. Et là, un miracle, le Préfet a trouvé des places pour accueillir ces demandeurs d'asile. Lundi 22 septembre, avec des CRS et des policiers à foison plus de 80 personnes ont été emmené.es dans des lieux sécurisés. Les associations (LDH, Solidarité Migrants, les Foulées de la rue...) qui leur venaient en aide n'ont pas pu aller à leur rencontre. Nous étions bloqués, cernés par la police.

Par ailleurs notre collectif départemental réunissant Beauvais, Creil et Compiègne et qui a comme slogan **PAS D'ENFANTS A LA RUE** est atterré par la décision de la Préfecture. Il s'agit de remettre dans la rue des familles, jusque là mises à l'abri de façon pérenne dans les hôtels gérés par le 115. Ce sera remplacé par des hébergements temporaires d'une durée de 7 jours, renouvelables par rotation et pas forcément dans les mêmes lieux d'accueil. Mettre des familles dans la rue pour « *améliorer les conditions d'accueil et de prise en charge* » expliquent les services de la Préfecture. C'est du Georges Orwell lorsqu'il écrivait dans 1984 « *La guerre c'est la paix. La liberté c'est l'esclavage. L'ignorance c'est la force* ».

Les conséquences de cette politique seront immédiates si elle est appliquée : dormir dehors, avoir une scolarité rendue impossible par le turn-over constant des hébergements, avoir une alimentation insuffisante, avoir peur, souffrir et risquer d'être malades. Tout cela aura pour conséquences d'aggraver la précarité des personnes dans la rue et de mettre les enfants en danger physique et psychique.

Nous voulons réunir toutes les forces possibles pour alerter sur ce qui se passe, arrêter ces procédures et cette politique inhumaines, pour que les droits humains soient respectés et que la France qui a signé, le 20 novembre 1989, la CIDE (Convention Internationale des Droits de l'Enfant) la respecte enfin.

Alors il faut préparer le 18 décembre qui sera la journée internationale des migrant.es. Se battre pour les aider c'est se battre pour l'égalité des droits : droit au logement, à la santé, au travail, à l'école, à la culture pour toutes et tous.

C'est être **SOLIDAIRES**

Richard Labrousse.